



HAL
open science

Vers un système alimentaire solidaire en Bretagne

Blaise Berger, Catherine Darrot, Julien Noel

► **To cite this version:**

Blaise Berger, Catherine Darrot, Julien Noel. Vers un système alimentaire solidaire en Bretagne. [Rapport de recherche] Agrocampus - Ecole nationale supérieure d'agronomie de rennes; FR CIVAM Bretagne. 2015. <halshs-01466814>

HAL Id: halshs-01466814

<https://shs.hal.science/halshs-01466814v1>

Submitted on 13 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

VERS UN SYSTÈME ALIMENTAIRE SOLIDAIRE EN BRETAGNE

RESULTATS DE L'ÉTUDE SOLIDARITÉS ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉES (SOLALTER) EN BRETAGNE

CONTEXTE

Paniers solidaires, jardins partagés, approvisionnement local des dispositifs d'aide alimentaire...

Les initiatives pour rendre accessible à tous une alimentation locale de qualité émergent depuis plusieurs années sur de multiples territoires en France. En Bretagne, des solidarités alimentaires semblent amorcer un renouvellement des liens entre le monde agricole et le monde social. Toutefois, que ce soit à l'échelle nationale ou régionale, celles-ci n'avaient jusqu'à présent pas encore fait l'objet d'analyses et de recherches approfondies, à l'exception de certains travaux précurseurs comme ceux de Dominique Paturel¹.



Le programme d'étude breton Solalter, réunissant l'Unité Pédagogique « Sciences Humaines et Territoire » d'Agrocampus Ouest et des Civam de Bretagne, s'est donc attaché à :

- recenser les initiatives collectives bretonnes qui s'inscrivent dans le champ des solidarités alimentaires ;
- analyser leur fonctionnement pour mieux les connaître.

Centrée sur les initiatives montrant un lien avec leur propre territoire d'action, la démarche Solalter s'est focalisée sur l'analyse des caractéristiques et des trajectoires des expériences qui se sont développées ces dix dernières années en Bretagne. Cette démarche constituait un site pilote pour le projet national Codia.

Trois questions principales ont animé cette étude :

- COMMENT DÉCRIRE ET CARACTÉRISER ces initiatives ?
- QUELLES SONT LES CONSTANTES observées ?
- QUELLES POTENTIALITÉS DE MISE EN RÉSEAU et de lisibilité de ces initiatives ?

Trois catégories d'activités ont séquencé la démarche :

- UNE ACQUISITION DE CONNAISSANCES : des enquêtes qualitatives ont été menées afin de réaliser des diagnostics territoriaux sur chaque département breton ;
- UNE CAPITALISATION des données : un panorama des 43 initiatives étudiées ainsi que des fiches individuelles et des monographies ;
- UNE MUTUALISATION d'expériences entre acteurs : des comités de pilotage départementaux et régionaux ont nourri les réflexions engagées ; deux journées d'échange régionales ont restitué l'avancée des travaux et permis le partage d'expériences et leur mise en réseau.

SOMMAIRE

P. 2 / LES RÉSULTATS DE L'OBSERVATION

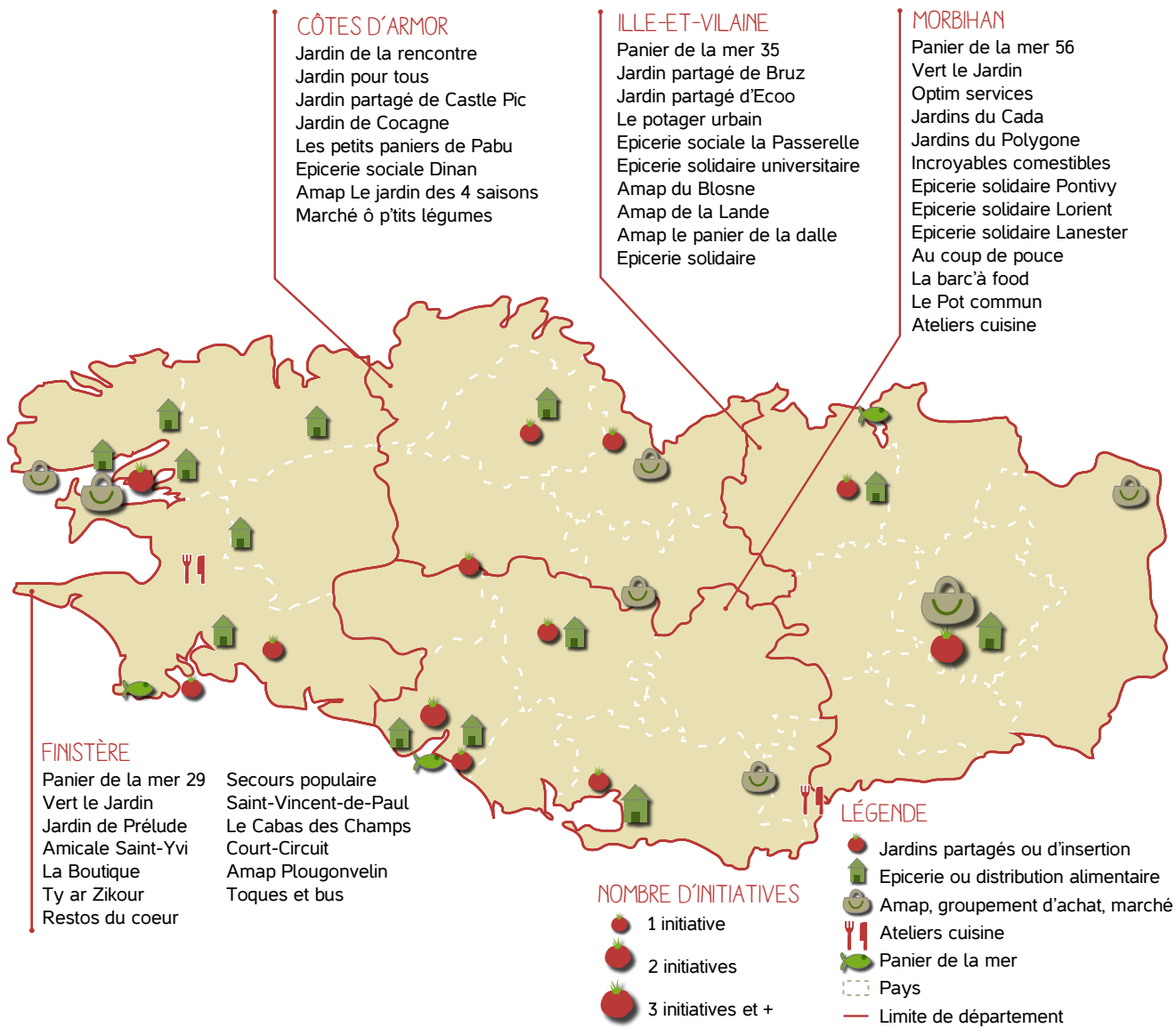
P. 4 / ANALYSE DES CONSTANTES OBSERVÉES

P. 7 / PERSPECTIVES

P. 8 / RESSOURCES



¹ Voir réf. bibliographiques [1], [2] et [3] p. 8



PANORAMA DES 43 INITIATIVES BRETONNES OBSERVÉES

Notre panorama régional des initiatives de solidarités alimentaires invite à plusieurs observations :

• **UNE PLURALITÉ DES LOCALISATIONS :**

si la majorité des initiatives identifiées reste située autour des grandes agglomérations, quelques-unes sont abritées par certaines villes moyennes et quelques bourgs ruraux.

• **UNE PLURALITÉ D'ACTEURS :**

si la majorité des initiatives sont portées par des associations, elles n'excluent pas pour autant des trajectoires plus individuelles (producteur...) et entrepreneuriales (coopératives...). Les collectivités territoriales - notamment les communes - sont souvent impliquées directement (épiceries...) ou indirectement (mise à disposition de foncier, de locaux...).

• **UNE PLURALITÉ D'INITIATIVES :**

le recensement non exhaustif nous permet de distinguer plusieurs tendances d'initiatives issues d'épiceries (sociales, solidaires...), de groupements d'achat (paniers, Amap...), de jardins (partagés, d'insertion...).



ANALYSE DES CONSTANTES OBSERVÉES

A travers ces 43 initiatives recensées, nous avons cherché à construire une liste d'indicateurs synthétiques (cf. tableau ci-dessous) afin d'offrir un premier niveau de description et d'analyse. Pour ce faire, nous avons combiné nos 6 indicateurs sous la forme d'un radar « personnalisé » pour chacune des 8 initiatives sélectionnées, chaque branche des 8 radars schématisés ci-contre étant pondérée par une notation allant de 0 à 5. Ces initiatives peuvent illustrer la diversité de la dynamique bretonne de solidarité alimentaire.

LISTE D'INDICATEURS SYNTHÉTIQUES						
INDICATEURS	Variété des produits et proportion de produits locaux	Variété des acteurs impliqués	Effet de taille et d'ancrage de l'initiative	Degré d'autonomie à l'égard des soutiens publics	Degré de participation économique du bénéficiaire au produit	Degré d'inclusion sociale des bénéficiaires via l'initiative
Pondération minimum	Produits lointains Conserves, pas de frais Peu de types de produits Pas de label qualité	Seulement les bénéficiaires et les porteurs de projet	Faibles volumes en produits (notamment locaux) Faible nombre de publics touchés (moins de 10) Faible ancrage de l'initiative	Forte dépendance financière à l'égard du soutien public (démarrage du projet, pérennité du projet...) Peu ou pas de mobilisation d'argent public	Aucune ou faible contribution du bénéficiaire à la valeur, à la collecte, la production ou à l'élaboration du produit	Forte différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Faible participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative
Pondération maximum	Produits locaux, de saison Qualité (label bio...) Variété (plusieurs types de fruits, de légumes...)	Plusieurs catégories de partenaires : ville, porteurs de projets, CCAS, bénéficiaires, entreprises, GMS, antennes aide alimentaire, financeurs publics, associations...	Nombre important de bénéficiaires (plus de 50) Part relative de produits locaux (plusieurs centaines de kg et/ou tonnes an) Ancrage territorial élevé (produits du territoire pour le territoire)	Panel de financeurs publics ponctuels et diversifiés Coup de pouce financier public puis prise d'autonomie	Autoproduction, contribution active à la collecte (don, récupération...), paiement des denrées	Faible différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Forte participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative

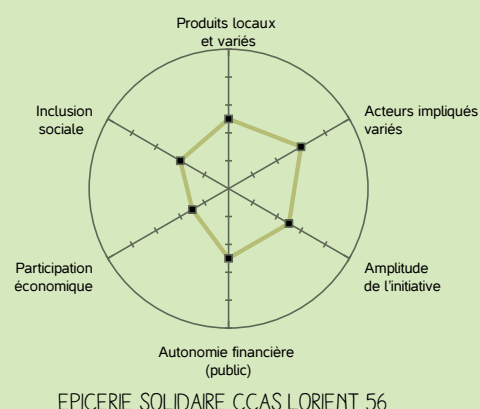
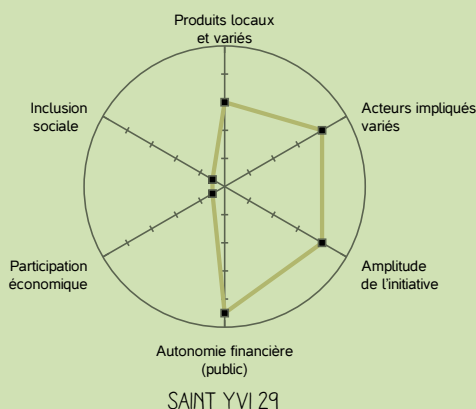
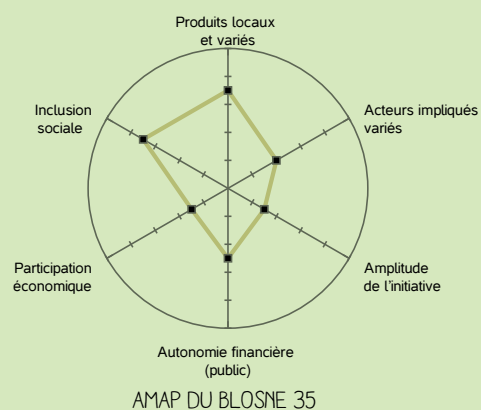
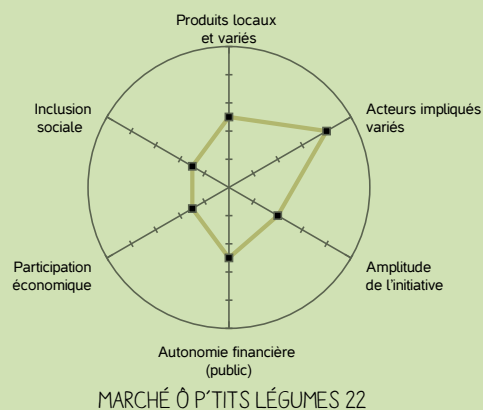
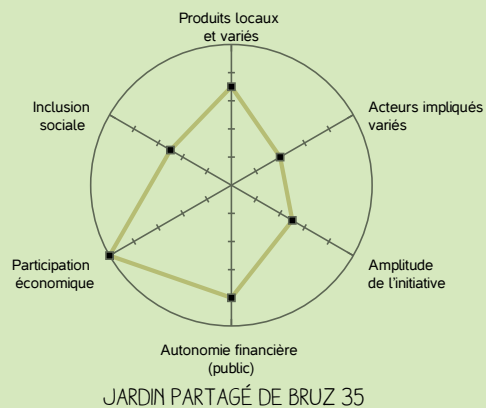
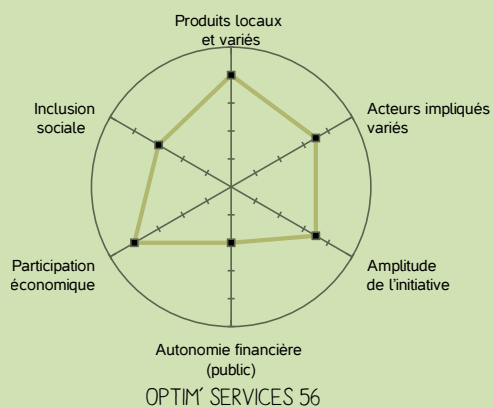
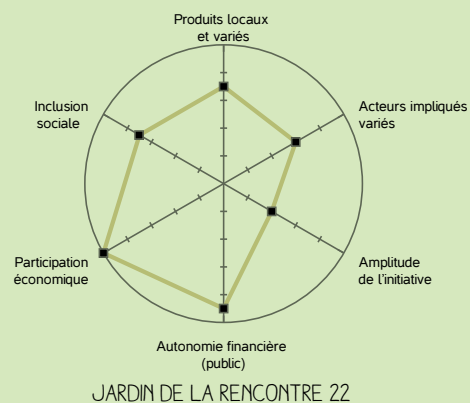
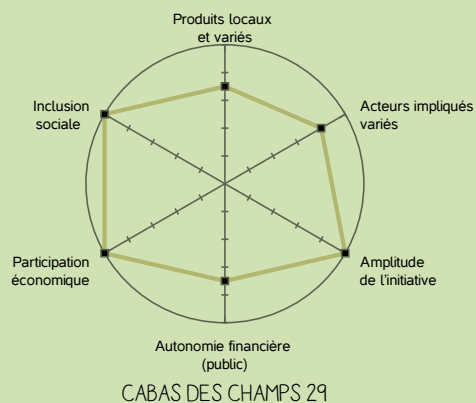


Précisons qu'une situation minimale ou maximale ne reflète aucun jugement de valeur, de réussite ou d'échec : elle permet de mesurer des écarts de situations entre des choix d'initiatives ou de démarches aux logiques très variées, et finalement complémentaires à l'échelle des besoins du territoire.

Ces radars permettent de qualifier la grande diversité des initiatives et d'en préciser les caractéristiques. Les formes de chacun de ces radars invitent à identifier des pistes de réflexion pour faire évoluer ces initiatives selon les 6 axes. Plus globalement, elles nous guident pour approfondir la démarche d'étude.

Certaines de ces initiatives se révèlent performantes sur un nombre important d'indicateurs : recours élevé aux produits locaux, portée territoriale importante de l'initiative, grand nombre d'acteurs impliqués. Cette portée territoriale importante semble néanmoins se faire au prix soit de l'autonomie financière des bénéficiaires, soit de leur inclusion sociale, soit de l'initiative elle-même.

D'autres initiatives ont prioritairement fait porter l'effort vers les enjeux sociaux que sont l'inclusion sociale et économique des bénéficiaires. Les formes adoptées sont alors moins efficaces sur d'autres aspects, en particulier la dimension de l'initiative. L'autonomie financière de l'initiative semble quant à elle rarement importante. Quand elle l'est, c'est grâce à la mobilisation d'acteurs nombreux et variés, ou grâce à une contribution économique plus importante des bénéficiaires eux-mêmes.



UNE ANALYSE PAR RADARS DE 8 INITIATIVES
REPRÉSENTATIVES DES SOLIDARITÉS ALIMENTAIRES EN BRETAGNE.

Sources : M. Chrétien ; M-P Le Coq ; E. Colbert et al. ; J. Gautier¹

1 Cf. réf. biblio [4], [5], [6] et [7] p. 8



ILLUSTRATION DES CONSTANTES OBSERVÉES

Au-delà des spécificités évoquées parmi notre panel d'initiatives de solidarités alimentaires territorialisées en Bretagne, un certain nombre de constantes ont pu être observées. Ces constantes ont permis d'identifier quelques leviers et freins à la création et/ou développement de ces initiatives. En reprenant nos 8 initiatives-types des pages précédentes, nous en proposons ci-dessous quelques illustrations.

DÉVELOPPER LES PARTENARIATS

Dans ces systèmes alimentaires solidaires, nécessité de s'appuyer sur :

- des échanges entre structures (logistique, formation, réglementation)
- un appui du réseau à plusieurs échelles
- une visibilité et des supports de communication



ACTION DU CABAS DES CHAMPS : communication par l'affichage, e-mail, enquêtes satisfaction et réunions régulières entre bénévoles

IMPLIQUER LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

selon différentes modalités en termes :

- de moyens humains : élus, travailleurs sociaux
- de moyens financiers : soutien de l'initiative
- de moyens logistiques : mise à disposition de terrains et/ou de locaux



ACTION DU JARDIN DE LA RENCONTRE / OPTIM SERVICES : obtention d'un prêt de terrain par les municipalités

SENSIBILISER

pour impliquer et pérenniser les initiatives :

- par la pratique : jardinage, achats, cuisine
- par une offre diversifiée de produits de proximité et de qualité



ACTION D'OPTIM SERVICES : chaque jeudi, les jardiniers préparent et déjeunent ensemble à partir des légumes récoltés

RENDRE LES PRODUITS ACCESSIBLES

en termes :

- de prix : groupement d'achat, paniers solidaires, tarification préférentielle...
- de souplesse dans l'engagement, ou dans le fonctionnement de l'initiative



ACTION D'OPTIM SERVICES : tarification préférentielle pour les jardiniers adhérents

ANCER L'INITIATIVE

avec la présence de référents (bénévoles ou salariés) qui facilite ainsi :

- un certain leadership sur le fonctionnement
- la transmission de compétences (techniques, psychologiques...)



ACTION DU JARDIN PARTAGÉ DE BRUZ : présence d'un animateur en soutien de l'activité de jardinage

LA CONSIDÉRATION DES PUBLICS

reste une problématique fréquemment évoquée dans les facteurs de pérennisation des initiatives, et peut passer par :

- une convivialité sur la qualité des locaux, sur l'accueil des bénéficiaires...
- le développement d'activités / ateliers annexes : loisirs, cuisine...
- une possibilité d'implication / participation active des bénéficiaires



ACTION DE L'ÉPICERIE DE LORIENT : disposition de locaux et mobiliers neufs, mutualisés au sein d'une « Maison de la solidarité »

PERSPECTIVES

Cette étude propose une première analyse exploratoire qui mérite d'être approfondie et actualisée.

Les diagnostics réalisés ainsi que les journées régionales d'échange mettent en avant plusieurs éléments :

> l'accès à l'alimentation de qualité n'est pas une fin en soi mais reste davantage prétexte à retrouver du mieux-être et du lien social, au-delà du simple fait de mieux se nourrir ;

> un certain nombre d'initiatives, particulièrement dynamiques et évolutives, restent à recenser. Par exemple, des expériences sur le gaspillage alimentaire, le développement des épiceries mais également l'évolution de l'aide alimentaire vont très probablement amener à reconsidérer cette question des solidarités alimentaires à tous les niveaux ;

> il reste à approfondir le rôle de deux acteurs majeurs de ces initiatives : les producteurs et les mangeurs à petit budget ;

> ces initiatives s'inscrivent dans un débat sur les conditions de production de notre alimentation, les modèles de production agricole et le fonctionnement de l'aide alimentaire.

Plus largement, l'institutionnalisation de l'aide alimentaire ainsi que la modernisation des politiques agricoles n'ont jusqu'à maintenant pas posé le débat des conditions d'une alimentation pour tous. Ce débat sur les conditions de production de notre alimentation se doit d'être partagé à l'échelle nationale voire européenne, avec toutes les parties prenantes (producteurs, mangeurs, porteurs de projets, antennes d'aide alimentaire, bénévoles...), et notamment avec les familles à petits budgets. Dans le prolongement de ses travaux, Dominique Paturel nous invite à la réflexion sur les conditions d'une réelle « démocratie alimentaire », rassemblant les acteurs de différents échelons.



QUELQUES DÉMARCHES DE RECHERCHE-ACTION SUR LES SOLIDARITÉS ALIMENTAIRES EN FRANCE

D'autres dynamiques de recherche action en France permettent de compléter l'observation réalisée en Bretagne :

- PROJET NATIONAL UNITERRES - ANDES : www.epiceries-solidaires.org
- PROJET RÉGIONAL ECOALES - UNITERRES (Poitou-Charentes et Aquitaine) : http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/3-_UNITERRES_cle07c4e3.pdf
- PROJET RESTO DU COEUR - MIN DE MONTPELLIER (HÉRAULT) : www.montpellier-agglo.com/medias/flipbook/bd-presse-resto-du-cour_1323096477594.pdf
- PROJET NATIONAL CASDAR CODIA : <http://site.gret.org/codia>
- RÉSEAU MIXTE TECHNOLOGIQUE « CHÂÎNES ALIMENTAIRES COURTES DE PROXIMITÉ » : <https://www.gis-relevance-agronomique.fr/Dispositifs-en-interaction-avec-le-GIS-Relance-agronomique/Les-RMT/RMT-CACP>
L'un de ses groupes de travail porte sur la consommation, et notamment sur l'accessibilité à une alimentation de qualité pour tous.
Contacts
D. Paturel, INRA UMR Innovation dpaturel@supagro.inra.fr
C. Marie, FN CIVAM chloe.marie@civam.org

RESSOURCES

BIBLIOGRAPHIE

- [1]- **Patrel D.**, 2013. Aide alimentaire et accès à l'alimentation. Montpellier, Inra, UMR Innovation, 18 p.
- [2]- **Patrel D.**, 2010. Alimentation et lien social : les circuits courts comme alternative ? Revue Economique et Sociale, vol. 68, n°4, p. 41-43.
- [3]- **Patrel D.**, 2010. Circuits courts et équité sociale. Revue Economique et Sociale, vol. 68, n°4, p. 61-70.
- [4]- **Chrétien M.**, 2012. Étude de l'accès des populations défavorisées aux produits agricoles locaux en Ile-et-Vilaine. Rennes, Agrocampus-Ouest, Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome, 98p.
- [5]- **Le Coq M-P.**, 2013. Le développement de la solidarité alimentaire dans les Côtes d'Armor. Proposition d'une alternative à l'aide alimentaire pour une égalité devant l'accès aux produits de qualité et de proximité. Orléans, Université, Mémoire de Master 2 Geogram, 214p.
- [6]- **Colbert E., Del Vitto A., Devine M., Dufreneix F., Gault C., Launay W., Pfab J., Ray C., Rivera M., Touchane M.**, 2014. Analyse-diagnostic des initiatives de solidarité alimentaire territorialisée dans le département du Morbihan. Rennes, Agrocampus-Ouest, rapport de Master 1, cursus Agronomie, 86p.
- [7]- **Gautier J.**, 2014. Caractérisation des initiatives de solidarité alimentaire en Finistère et analyse des freins et leviers à leur développement à l'échelle de la Bretagne. Montpellier, SupAgro, Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome, 123p.
- [8]- **Berger B., Guesdon J.**, 2013. Les circuits courts alimentaires en Bretagne. Rennes, FRCIVAM Bretagne - Réseau rural breton, 3p. [\[En ligne sur http://civam-bretagne.org\]](http://civam-bretagne.org)
- [9]- **Loisel JP., François M., Chiffolleau Y., Herault-Fournier C., Sirieix L., Costa S.**, 2014. La consommation alimentaire en circuits courts : enquête nationale. Paris, Gret, 53p. [\[En ligne\]](#)

Ce document a été co financé par :

- Le projet CODIA dans le cadre de l'appel à projet Innovation et partenariat du CASDAR
- Le projet DEAL par le programme européen de coopération transfrontalière Interreg IV A France (Manche) Angleterre - projet Deal.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Le Velly R., Patrel D.**, 2013. Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon. Rennes, Inra, Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement, vol.94, n°4, p.443-465.
- Fournier Q., Labriet J. Touret C.**, 2011. Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique. Paris, Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB), 78p.
- FRCIVAM Bretagne** (2012). Assises de la vente directe, équité et proximité, <http://mcaprod.com/site/assises-vente-directe>
- Patrel D.**, 2010. Circuits courts et équité sociale. Revue Economique et Sociale, vol. 68, n°4, p. 61-70.
- Réseau Rural Français** (2010) Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et analyse.
- Theodore M, Willot M, Labriet J** (2012). Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique : des initiatives innovantes pour les territoires - Boîte à outils pour les collectivités territoriales, FNAB, 70p.

LE SITE INTERNET

WWW.PROJET-SOLALTER.ORG

Le site internet du projet Solalter présente des ressources sur les systèmes alimentaires solidaires en Bretagne : fiches de 43 initiatives en Bretagne, comptes rendus de réunions, communications, projet de recherche action sur le sujet.

CONTACTS

CATHERINE DARROT
catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr

JULIEN NOEL
julien.noel@univ-angers.fr

BLAISE BERGER
blaise.berger@civam-bretagne.org

Remerciement aux stagiaires dans le cadre du projet Solalter ainsi qu'aux intervenants et participants au séminaire et comité de pilotage.

Le projet Solalter a été soutenu par la Région Bretagne (Appel à projet Ascosc) (2013-2014), la Fondation de France & Fondation Carasso (2014-2015), le Feader via Réseau Rural Breton (2013)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

